

Communiqué du vendredi 20 février 2009

Appel pour un rassemblement national des délégués de laboratoires

Depuis début février, la grève s'étend dans les universités et les laboratoires contre la politique d'enseignement supérieur et de recherche du gouvernement (décret carrières, réforme de la formation des enseignants, suppressions d'emplois, démantèlement des organismes). Les manifestations ont rassemblé dans toute la France plusieurs dizaines de milliers d'enseignants-chercheurs, de chercheurs, d'ingénieurs, de techniciens, d'administratifs, de personnels précaires et d'étudiants. Se situant dans le même mouvement, en convergence avec la coordination des universités, une assemblée générale des personnels des laboratoires de tous les organismes de recherche et des universités, tenue le 12 février au CNRS, a donné le coup d'envoi d'une campagne préparant une réunion nationale de délégués de laboratoires.

Nous proposons dans chaque région et/ou université d'organiser de façon coordonnée, avec les syndicats et les associations signataires, des AG de laboratoires qui éliront des délégations composées de façon inter-catégorielle. Nous appelons les AG à débattre des revendications et à mandater les délégués qui iront mi-mars porter une adresse solennelle à l'Élysée.

Les AG sont appelées à se prononcer notamment sur :

- la restitution des 1030 emplois supprimés au budget 2009, et l'ouverture de négociations sur un plan pluriannuel de recrutement permettant la résorption de la précarité,
- le transfert immédiat des crédits 2009 de l'ANR vers les EPST et les universités pour leur donner les moyens de recruter sur postes statutaires et de mener une politique scientifique.
- le refus de l'éclatement du CNRS (qui doit maintenir toutes les disciplines et assurer la continuité thématique), du découpage de l'INSERM en Instituts, de la dilution de l'INRA dans un consortium, du transfert des personnels IRD aux universités, du contrat d'objectifs sans moyens imposé au CEMAGREF et de la transformation des EPST en simples agences de moyens
- l'abandon de toute politique de désassociation et le maintien des UMR permettant une coopération entre universités et organismes.
- le retrait du projet de contrat doctoral
- le boycott de l'AERES et la restitution de l'intégralité de ses prérogatives au comité national de la recherche scientifique et aux instances scientifiques des autres organismes pour l'évaluation des équipes et laboratoires.

Elles pourront se prononcer également sur le boycott des jurys des chaires, le blocage des CA des organismes appelés à entériner les transformations en cours. Elles pourront demander aux sections du CoNRS de contribuer à assurer le suivi de ce mouvement, de soutenir et d'encourager les personnels et les laboratoires dans ces actions.

Un site WEB spécifique recueillera les initiatives des laboratoires et organisera le rassemblement national.

Les organisations signataires appellent les personnels à prendre toute leur place dans les luttes en cours.

CGT : SNTRS, CGT-INRA, FERC-SUP

FSU : SNCS, SNESUP, SNASUB

SGEN-CFDT Recherche EPST

SOLIDAIRES : SUD Recherche-EPST, SUD Education, SUD Etudiant

SNPREES-FO

SNPTES-UNSA

SLR, SLU

UNEF



contact@sud-recherche.org
<http://www.sud-recherche.org/>

pour information et affichage inter-EPST, février 2009